

LETTRE DE LIAISON

des militants combattant pour le **Front Unique**
des syndicats de l'enseignement public

N°207
27 novembre 2012

ISSN 1245-0286

www.frontunique.com

Aucun soutien au gouvernement Hollande Ayrault Duflot Pinel!

Intervention du représentant front Unique au Bureau National de la FSU du 26 Novembre

Au début du mois, Ayrault précisait la teneur de son « pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi ». L'essentiel des mesures annoncées peut être résumé en une phrase : il s'agit de puiser 20 milliards dans les poches des travailleurs pour les verser dans les poches du patronat.

D'un côté : 20 milliards de crédits d'impôts et de baisse des cotisations sociales sont accordés aux entreprises et aux patrons. Pour les travailleurs, c'est une baisse des salaires.

De l'autre côté: une hausse annoncée des taxes pour les travailleurs et 10 milliards de coupes budgétaires supplémentaires annoncées. Dans la foulée, Hollande a fait rétabli la TVA Sarkozy qu'il avait promis d'abroger.

Quant à la jeunesse, qui n'est pas encore en mesure de payer : qu'à cela ne tienne ! Le gouvernement entend hypothéquer son avenir en sortant des centaines de milliers de jeunes des lycées et des universités, vers l'exploitation, à travers l'apprentissage.

Il faut donner un ordre de grandeur : 20 milliards d'euros, c'est l'équivalent d'un tiers du budget de l'Education Nationale, 8 fois celui de la Culture et, peu ou prou, l'équivalent du budget de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. C'est tout simplement énorme – et pour la population laborieuse, le plan Ayrault est une catastrophe annoncée.

Les voilà, leur « fiscalité juste » et leur « redressement dans la justice » ! Voilà comment ils tiennent leurs « promesses » et leurs « engagements », ces « engagements » qui justifieraient que les directions syndicales continuent de « dialoguer » avec ce gouvernement !

En voilà une autre illustration : la bonne volonté des directions syndicales a permis au gouvernement de faire voter un budget anti-ouvrier sans accroc pour 2013 ; fort de ce succès, le gouvernement décide aujourd'hui de réécrire ce budget en doublant l'addition pour les travailleurs !

La loi de finances rectificative permettant la mise en œuvre rapide des crédits d'impôts pour le patronat doit être votée dès la fin décembre. C'est une réponse à une injonction de Parisot, dirigeante du MEDEF, qui a exigé que tout soit bouclé pour le 1er janvier.

Quant au groupe UMP – ou ce qu'il en reste – le *Journal du Dimanche* nous apprenait hier qu'il se disposait à voter ces crédits d'impôts.

C'est l'évidence : le gouvernement Hollande-Ayrault-Duflot-Pinel piétine le vote populaire du printemps dernier où les travailleurs ont chassé Sarkozy, il va à l'encontre de tout ce pour quoi les travailleurs ont élu une majorité PS-Front de Gauche à l'Assemblée.

Alors, la responsabilité immédiate des dirigeants de la FSU devrait être de se prononcer immédiatement pour le **retrait du plan Ayrault**, de s'adresser aux dirigeants des autres syndicats pour qu'ils en fassent de même.

Mais il faut aller plus loin : le rôle de la FSU aujourd'hui ne peut être de continuer à prétendre qu'il y aurait une « nouvelle donne » dans le pays, et qu'il serait possible d'obtenir du gouvernement Hollande-Ayrault-Duflot-Pinel des avancées par le « dialogue » - dans l'enseignement public comme ailleurs – dans un tel cadre budgétaire.

Ce qu'il en est en réalité, les collègues en ont parfaitement conscience. Ainsi, à la direction du SNUIPP qui a lancé une enquête auprès des enseignants du premier degré : 61% des collègues consultés ont répondu que la réforme des rythmes scolaires « se basera avant tout sur les intérêts économiques et politiques ». 62% sont opposés à une demi-journée de travail supplémentaire le mercredi. Ils portent au premier plan la défense de leurs revendications : baisse des effectifs et restauration de la formation des maîtres.

Ces revendications sont contradictoires avec les objectifs et la politique du gouvernement. Et c'est cette opposition profonde du corps enseignant qui explique les difficultés actuelles de ce gouvernement, et l'étalement de son projet de « réforme » des rythmes scolaires sur deux ans.

Y a-t-il pour autant recul ? Non : en témoigne la publication du calendrier scolaire 2013-2014 par Peillon, sur une seule année et non sur trois comme initialement prévu – une manière pour Peillon de signifier qu'il se garde les coudées franches pour modifier le nombre de semaines travaillées à partir de 2014.

Le gouvernement Hollande-Ayrault-Duflot-Pinel parle de « pacte national » parce que, pour faire passer ses mesures en faveur du patronat, au détriment de la population laborieuse, il a besoin de la coopération des directions syndicales. Il ne saurait être question que les directions syndicales continuent de lui apporter cette coopération.

La responsabilité des dirigeants de la FSU, c'est de préparer les collègues à l'affrontement pour la défense des revendications : dans l'enseignement public, le tout premier pas dans ce sens, c'est la rupture des discussions sur la loi d'orientation pour l'école.

Jusqu'au 29 novembre : Votez Front Unique!